

contourne et diminue d'une manière ou d'une autre l'influence des gouvernements nationaux.

Il serait salubre que les décisionnaires puissent tirer crédit de l'édification de cette économie mondiale. Mais la réalité est que la libéralisation du commerce suit les grandes tendances économiques autant qu'elle les précède. Le libre mouvement mondial des capitaux, des investissements et des idées doit éventuellement s'accompagner du libre mouvement de la production et de la distribution. Sous certains aspects, la mondialisation vient en fait concrétiser ce que Marx entrevoyait du rôle de la technologie dans l'évolution de l'histoire. C'était même là sa vision la plus importante. Les changements apportés aux moyens de production modifient les rapports de production, lesquels modifient à leur tour les superstructures institutionnelles - dans ce cas à une échelle mondiale.

L'expansion actuelle du réseau d'accords bilatéraux et plurilatéraux de libre-échange témoigne des efforts des gouvernements nationaux pour gérer des économies de dimensions régionale et mondiale. La politique commerciale servait autrefois à régir les relations commerciales entre les économies nationales, surtout par la négociation de régimes tarifaires. Aujourd'hui, elle consiste plutôt à établir les règles de base d'une économie transnationale dans des domaines qui, auparavant, étaient essentiellement d'ordre interne : normes et réglementations, investissement, politique de concurrence, et ainsi de suite.

De plus, cette expansion du libre-échange a favorisé sa propre compétitivité. Dans un monde où les barrières nationales deviennent autant de blessures auto-infligées - une façon certaine de perdre son influence sur des décisions toujours plus globales en matière d'investissement et de production -, nous sommes tous soumis à des pressions irrésistibles qui nous incitent à suivre le mouvement de la libéralisation des marchés. Les pays qui acceptent le libre-échange pour accroître leur avantage concurrentiel découvrent tout simplement que d'autres se joignent au mouvement par peur de perdre du terrain en termes d'investissement, de technologie et d'accès aux marchés. Il en résulte une sorte de jeu d'échecs global dans lequel les initiatives commerciales bilatérales et régionales viennent renforcer le grand mouvement mondial de libéralisation plus poussée et plus rapide - tout en ayant l'effet cumulatif de faire progresser le libre-échange à l'échelle mondiale. Des stratégies commerciales sont en jeu ici, mais pas dans le sens donné par Paul Krugman et les autres théoriciens du nouveau commerce. Ce n'est pas un jeu à somme nulle; c'est une dialectique permanente qui génère sa propre croissance dynamique.

Cette impulsion a été largement donnée par l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis [ALE], puis par